

Crise agricole : qui veut la peau de l'Office français de la biodiversité ?

Louis Faurent

Régulièrement ciblé par les manifestants, l'Office français de la biodiversité (OFB) concentre les critiques des syndicats agricoles. Partiale et trop ferme, l'institution est accusée d'écraser les agriculteurs. L'OFB conteste, mais la grogne trouve un écho politique significatif.

Le mouvement de colère des agriculteurs reprend à peine, lundi 18 novembre, que l'agence de l'Office français de la Biodiversité (OFB) de Beauvais est déjà visée. Entrée du bâtiment murée, remorques de fumier et de pneus, pancarte « à vendre », l'agence de l'Oise est prise pour cible. Celle de Guéret, en Creuse, suivra le lendemain.

Depuis l'hiver dernier, les attaques, revendiquées ou non, contre les antennes locales de la police de l'environnement n'ont jamais cessé. Début octobre encore, une voiture de l'OFB dans le Tarn-et-Garonne a même été déboulonnée. « Tout cela est très angoissant », s'alarme Véronique Caraco-Giordano, secrétaire générale du SNE-FSU, le syndicat majoritaire à l'OFB.

Une mise en doute de la nécessité du port d'arme des agents de l'OFB

Chargé de faire appliquer les lois sur la biodiversité - auprès des agriculteurs mais pas seulement -, l'OFB est né en 2020 de la fusion de l'Agence française pour la biodiversité et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage. L'organisme, sous la double tutelle des ministères de l'agriculture et de la transition écologique, en tire un pouvoir de police, source de tensions avec le monde agricole.

Jusqu'ici sous-jacente, la crise entre ces deux mondes a révélé son ampleur l'hiver dernier, notamment rendue publique par Gabriel Attal. Le premier ministre avait ulcéré les policiers de l'environnement en s'interrogeant : « Faut-il vraiment venir armé pour contrôler une haie ? » En mettant en doute la nécessité du port d'arme des agents, il reprenait une attaque centrale des syndicats agricoles contre les 1 700 inspecteurs de l'OFB.

FNSEA et Coordination rurale en première ligne

« On a l'impression d'être toujours observé », lance Loïc Scalabrino, secrétaire général adjoint des Jeunes Agriculteurs (JA). « Foutez nous la paix », affichent sur leurs banderoles les militants de la Coordination rurale (CR). Malgré lui, l'office est ainsi devenu le symbole de la pression normative - notamment environnementale - dénoncée par une partie des producteurs. Un « bouc émissaire un peu facile », pour l'ancien ministre de l'agriculture Marc Fesneau, qui considère que « si les normes ne sont pas toujours adaptées, l'OFB n'en est pas responsable, pas plus que des difficultés des agriculteurs ».

Il n'empêche, les discours critiques ont occupé l'espace lors de la crise précédente. À la manœuvre, des syndicats très remontés. « Clairement, pour la FNSEA, le scalp de l'OFB était un objectif », se rappelle une membre du cabinet de Christophe Béchu, alors ministre de la transition écologique. Le syndicat majoritaire - qui n'a pas donné suite aux demandes de La Croix - ne réclame pas la mort de l'agence mais ne s'économise pas en attaques.

En coulisse, il s'active pour dénoncer une police trop partielle ou ignorante des problématiques agricoles. La FNSEA voudrait par exemple plus de contrôle des préfets sur l'office, quand bien même celui-ci rend déjà des comptes à l'État (pour ses missions administratives), et aux procureurs (pour le volet judiciaire).

Sur le terrain, le titre d'opposant numéro un revient toutefois assurément à la Coordination rurale, qui avec ses bonnets jaunes siglés CR, domine la plupart des rassemblements devant les agences départementales. « L'OFB est le bras armé d'un ministère de l'environnement qui ne connaît rien à la campagne, s'énerve Lionel Candelon, responsable de CR dans le Gers. L'agriculture française est la plus propre au monde, qu'on s'occupe plutôt de la bétonisation et des échanges internationaux. » Le syndicat, très médiatisé l'hiver dernier pour ses actions coups de poing, revendique ouvertement la suppression de l'OFB.

« On n'est pas des bandits ni des voleurs »

À l'énoncé des griefs, le comportement rigide des fonctionnaires revient en premier lieu. Pour les syndicats agricoles, qui recèlent d'anecdotes, les contrôles de l'OFB sont souvent inappropriés, manquent de pédagogie et conduisent à des sanctions trop lourdes. « Une amende pour un tas de fumier trop haut de quelques centimètres » ou « une convocation à la gendarmerie pour le simple entretien d'un fossé », peut-on par exemple lire sur les réseaux sociaux.

Hérité des gardes-chasses, dont les policiers de l'environnement sont les successeurs, le port d'arme est devenu le symbole du rôle trop répressif de l'agence. « On n'est pas des bandits ni des voleurs », scande ainsi la Coordination rurale. Véronique Caraco-Giordano rétorque que ses collègues appartiennent à « la police la plus confrontée à des publics armés, au contact de chasseurs ou de braconniers ».

Une police jugée trop zélée

Pour les défenseurs de l'OFB, ces histoires d'inspecteurs zélés sont en réalité souvent exagérées ou infondées. « Derrière ces faits microscopiques, en creusant, on découvre que l'arbre abîmé est en fait une haie arrachée sans autorisation, et que les sanctions réelles sont moindres que celles avancées », estime un cadre, qui explique les éventuels comportements inappropriés par des cas isolés.

En guise de justification, l'office affirme avoir effectué moins de 3 000 contrôles pour le volet administratif, soit 1 % des exploitations. Quant aux procédures judiciaires, l'agence en recense 1300 l'an dernier concernant des agriculteurs. Un bilan loin de la pression quotidienne que certains agriculteurs disent ressentir.

La Confédération paysanne, seul syndicat qui ne conteste pas l'OFB, confirme cet écart de perception. « Les contrôles sont rares et surtout ciblés contre les exploitations avec des risques particuliers », affirme Sylvie Colas, secrétaire nationale.

La grogne syndicale relayée en politique

« Le problème, c'est que ces accusations disproportionnées sont accréditées par des responsables politiques, regrette Benoît Pradal, secrétaire général du Snape-FO. Quand le premier ministre, qui ne connaît pas vraiment le dossier, conteste le port d'arme sans que personne ne le reprenne, c'est un coup terrible pour notre crédibilité. »

Depuis la sortie de Gabriel Attal, les critiques contre l'OFB se sont faites moins frontalement. Tout le monde assure défendre l'existence de l'office et le port d'arme des agents, mais la petite musique continue.

Fin septembre, un rapport sénatorial commandé dans la foulée de la crise a appelé à « un droit à l'erreur » des agriculteurs, à des « contrôles pédagogiques » et à « proportionner la visibilité de l'arme ». Pour son rapporteur, l'élu Les Républicains Jean Bacci, « l'OFB est nécessaire mais ne joue pas assez son rôle d'accompagnement et trop son rôle de police ». Un discours relativement partagé chez les parlementaires de la droite et du centre.

Le 10 novembre, la nouvelle ministre de l'agriculture Annie Genevard a elle aussi évoqué des travaux pour un port d'arme plus discret. « L'arme doit être là car ce sont des policiers mais elle doit être invisible », a-t-elle déclaré, réfutant un désarmement mais accréditant, de fait, les critiques sur l'arme.

Un soutien trop faible selon les fonctionnaires

Face à ces vents contraires, à l'OFB, certains se demandent comment travailler sereinement. « Que vaut ma parole d'agent de l'État, assermenté, quand je dois me justifier très souvent pour une contravention qui ne convainc pas un agriculteur ? », déplore le chef d'une agence du sud de la France, déplorant en creux le manque de soutien de l'État.

L'hiver dernier, les syndicats de l'office avaient regretté le manque d'intervention de Christophe Béchu. Dans l'équipe de l'ancien ministre de tutelle, on défend un soutien intense, mais en interne. « Il a fallu se battre pour sauver le port d'armes qui n'était pas loin d'être offert aux syndicats », assure une conseillère, qui comprend toutefois que la faible défense publique ait pu décevoir les agents sur le terrain.

À l'aune de cette nouvelle crise, l'inquiétude persiste dans les équipes, qui redoutent de nouvelles attaques, physiques comme symboliques, et craignent pour leur institution. Le ministère de l'environnement veut rassurer et promet que le port d'armes est « une ligne rouge ». Reste, pour Agnès Pannier-Runacher, nouvelle ministre de la transition écologique, énergétique et du climat, à tenir le difficile rapport de force avec son homologue de l'agriculture. Une gageure face à des syndicats agricoles au poids politique bien plus important que l'OFB.

[Cet article est paru dans La Croix \(site web\)](#)